

Quant à nous, nous croyons qu'augurer ainsi du revirement qui s'opère dans les idées des ouvriers, ce serait l'interpréter faussement et s'exposer à de graves mécomptes. Nous le disons aussi bien pour ceux qui cherchent à y raviver leurs folles espérances, que pour ceux qui verraient là un danger menaçant la république.

Cette *réaction ouvrière*, si l'on peut parler ainsi, ne saurait donc devenir ni l'ancre de salut des partis, ni l'épée de Damoclès suspendue sur la tête du pouvoir exécutif. Il y a une conséquence plus sérieuse à en tirer.

Lors de l'insurrection de juin, on a dit avec une certaine raison : "Voilà le résultat de ces doctrines qui ont partagé la société en *bourgeois* et en *ouvriers* ; c'est une guerre de caste à caste qui commence, qui peut durer cent ans."

On a d'abord eu raison de parler ainsi, et nous mêmes nous avons un instant tenu ce langage, mais bientôt il nous a fallu reconnaître que le mal, arrivé promptement à ce point d'intensité qui détermine les grandes crises, était ensuite entré dans une phase nouvelle, celle de la décroissance ; de même que, dans les maladies du corps, le progrès d'une grande rapidité en ce qui concerne le mal, a été léc et presque imperceptible d'abord en ce qui regarde le bien ; et même, c'est depuis peu seulement qu'il est permis de signaler ce *mieux sensible* qu'on remarque aujourd'hui chez les ouvriers.

Quelques-uns encore, il est vrai, sont retenus par un dernier lieu à ce rêve du *bien-être sans travail* dont les communistes les ont bercés, mais leur nombre diminue chaque jour, tandis que celui des *ouvriers-révolutionnaires* va sans cesse s'augmentant.

Nous prévoyons d'avance l'indignation qui éclatera à cet accolement de deux mots qui offrent à l'œil une sorte de dissonnance. *Ouvriers-révolutionnaires*, cela va paraître monstrueux, insultant, impossible !

Et cependant il faut avoir le courage des expressions vraies. Est-ce notre faute si l'on a travesti le mot de *réaction* pour en faire le synonyme d'*ennemi du progrès* ?

Loin de méconnaître les ouvriers auxquels nous appliquons l'épithète de *réactionnaires*, nous rendons hommage à leur bon sens qui réagit tôt ou tard contre tout ce qui est deshonnête ; nous constatons surtout un fait : c'est que la majorité des ouvriers a d'elle-même reconnu ce qu'il y avait d'anti-social dans les doctrines des *socialistes* et de puéril à partager le pays en deux classes distinctes, sous les noms de *bourgeois* et d'*ouvriers*, ou d'*opresseurs* et d'*opprimés*. La probité naturelle des masses renonce d'elle-même à ces distinctions mensongères et funestes. Elle refuse enfin cette guerre de caste à caste, cette

guerre de cent ans que nos modernes *Babouins* sont venus lui offrir, et voilà, selon nous, la seule conséquence à tirer de la *réaction dans la classe ouvrière*.

(Patrie.)

—La question du rétablissement du travail dans les prisons, qui est à la veille de se discuter à l'Assemblée nationale, a été traitée avec talent par un homme d'une grande autorité, M. Béranger, dans un compte-rendu de la société pour le patronage des jeunes libérés de la Seine, société qui surveille aussi officieusement la maison d'éducation correctionnelle du département.

Le travail est le plus puissant moyen de moralisation qui puisse être employé à l'égard des détenus, soit en leur donnant de bonnes habitudes soit en leur apprenant une profession. Le travail est indispensable surtout dans le système de l'isolement, qui, sans lui, porterait le découragement dans l'âme du détenu et altérerait profondément chez lui les forces physiques et les facultés de l'esprit.

Le pays tout entier étant intéressé à la moralisation des condamnés, le travail dans les prisons est d'intérêt public, et dut-il en résulter quelques inconvénients pour le travail libre, il était nécessaire de le maintenir. Mais ces inconvénients sont chimériques ; tandis que les ouvriers des deux sexes qui se livrent à des industries manuelles de la nature de celles qui étaient exercées dans les prisons, sont au nombre de 12 millions, nous comptons en tout 26,000 prisonniers, savoir : 18,000 dans les maisons centrales, et 8,000 dans les prisons des départements.

Si, de ces 26,090 individus, on retranche les enfans employés à des travaux agricoles, les vieillards, les infirmes, ceux qui sont spécialement attachés au service des mines, il reste à peine 16,000 travailleurs, disséminés sur toute la surface du pays, partagés en une multitude d'industries diverses, dont celle qui occupe le plus de bras, la mise en œuvre du coton, ne compte guère que 1,600 ouvriers et dont plusieurs autres en occupent à peine 100 chacune, la plupart de peu d'aptitude et ayant besoin d'un long apprentissage qui n'est le plus souvent terminé que lorsque leur peine expire.

On aurait dû tout au moins conserver le travail des jeunes détenus ; car, non-seulement ce travail est un bienfait signalé envers des enfans d'ouvriers, mais il ne saurait porter ombrage au reste de la population laborieuse. Les jeunes détenus de la Roquette, par exemple, présentent un effectif d'environ 250 travailleurs ; mais, comme une bonne partie de leur temps est consacrée aux exercices du culte, à l'enseignement élémentaire et religieux, aux

cours de dessin et de chant, aux promenades, aux visites des parens, et qu'ils sont des apprentis peu habiles, le produit du travail de six d'entre eux équivaut à peine à celui d'un ouvrier ordinaire.

En développant ces considérations, M. Béranger nous apprend que le pénitencier de la Roquette était en voie de progrès manifeste, mais que, depuis le jour où le travail y a cessé, le régime réparateur de la maison s'est trouvé gravement altéré ; il nous a fait connaître en outre que la commission de surveillance du pénitencier, instituée par le dernier gouvernement, et qui se réunissait chaque mois sous la présidence du préfet de police, pour chercher les moyens d'améliorer le régime matériel et moral de la maison, n'a plus été réunie depuis la révolution de février ; les membres délégués de la société de patronage, cependant, n'ont pas cessé de visiter les jeunes détenus, montrant ainsi qu'il existait quelque charité, quelque dévouement chez l'égoïste et stupide bourgeoisie.

On voit combien de maux, combien de désordres les révolutions causent à leur début, surtout quand elles portent aux affaires l'incapacité, l'inexpérience et la faiblesse. On s'en console aisément toutefois, si, après leurs premières fureurs, après leurs premières folies, elles impriment au pays un nouvel élan, et lui communiquent une nouvelle ardeur pour les améliorations fécondes.

[Patrie.]

## L'AMI DE LA RELIGION ET DE LA PATRIE.

QUÉBEC, 25 SEPTEMBRE 1848.

L'Acadia est arrivé à Boston le 24, à 11 heures A. M. La dépêche télégraphique ne contient que ce qui suit.

Marché de Liverpool.—Farine 32s à 34s.  
" de Londres.—" 25s à 31s.  
Blé 48s à 55s.

Le *Montreal Courier* annonce que l'administration a résolu de diminuer les salaires des fonctionnaires publics en commençant par ceux des ministres.

L'honorable R. E. Caron part ce soir pour Montreal.

M. L. F. Dufresne a été démis de l'office de Juge de Paix pour le district de Québec.

Un incendie éclata jeudi, vers les onze heures du soir, dans une boutique de meublier bâtie sur le terrain de l'école de St. Roch, dans la rue des Fossés. La boutique fut en un instant réduite en cendres.